



Election du Doyen de l'Ecole de Droit – Université Clermont Auvergne

25 juin 2018

Profession de foi – Christine BERTRAND

Lors de mon premier mandat et conformément aux engagements pris en 2013, je me suis efforcée, appuyée par une équipe en permanence mobilisée et par une administration efficace, d'orienter mon action autour de trois axes : œuvrer à la réussite de chacun de nos étudiants, renforcer la notoriété et l'attractivité de l'Ecole de droit, mobiliser chacun d'entre nous autour d'un projet fédérateur.

Soucieuse de laisser chacun d'entre vous juge du travail accompli et ne voulant pas m'attribuer en propre des réalisations et avancées qui sont le fruit d'un engagement collectif, je souhaite que cette profession de foi soit tournée vers l'avenir.

Les prochaines années seront denses en défis à affronter pour l'Université en général et notre Ecole de droit en particulier. La situation budgétaire de l'UCA restera en toute hypothèse fragile pendant plusieurs années. Les incertitudes sont par ailleurs nombreuses concernant le modèle universitaire qui s'imposera à l'avenir, aussi bien au plan national que local.

Dans ce contexte, il est essentiel d'œuvrer pour maintenir nos acquis et développer nos atouts.

A ce titre, et si le Conseil de gestion me renouvelle sa confiance pour effectuer un second mandat, il me semble essentiel de :

- favoriser un fonctionnement harmonieux et efficace de notre Ecole. Ceci impose au doyen disponibilité et écoute des préoccupations de chacun, souci du dialogue et du débat, recherche de l'équilibre entre nos différentes missions, réalisme et engagement, mais aussi une capacité à assumer des décisions imposées par l'intérêt général et collectif;

- mener avec l'Université un dialogue ferme, notamment au moment des demandes budgétaires et RH afin de maintenir notre potentiel enseignant et administratif, ainsi que notre budget de fonctionnement ;

- veiller à ce que notre offre de formation reste plurielle et attractive. Ceci suppose de continuer à travailler à la réussite en licence, en investissant les potentialités offertes par la loi ORE et les NCU 1 et 2, mais aussi de réfléchir prochainement à l'application du futur arrêté Licence et à la révision de notre offre de formation en master pour la rentrée 2021 dans le cadre du prochain contrat d'établissement. Il sera également nécessaire de protéger nos préparations aux concours, dans un contexte budgétaire qui fragilise les formations non diplômantes;

- poursuivre notre effort de développement de ressources propres en ouvrant d'autres formations en apprentissage, en consolidant nos DU, en mobilisant nos réseaux respectifs dans la collecte de la taxe d'apprentissage, en s'appuyant sur la Fondation de l'Université pour mener des actions de mécénat;

- renforcer encore davantage nos partenariats avec les juridictions, les administrations et les collectivités locales, les professions juridiques et judiciaires, le monde socio-économique, car ceux-ci sont autant de sources d'opportunités pour nos étudiants et de notoriété pour notre Ecole;

- soutenir les initiatives étudiantes, en étant à l'écoute des projets proposés et en mobilisant autant que possible les moyens pour permettre de les mettre en œuvre ;

- développer nos échanges internationaux, en ouvrant de nouvelles possibilités de mobilité, en créant des co-diplomations et en s'efforçant obtenir davantage de financements auprès de l'Université ;

- maintenir en permanence les équilibres entre formation et recherche, administration et enseignants, préoccupations individuelles et projet collectif, afin de permettre que chacun ait sa place au sein de notre Ecole et soit partie prenante des actions menées.

Un Doyen ne peut rien faire seul et j'ai mesuré pendant mon premier mandat le rôle essentiel de ceux qui œuvrent au quotidien au fonctionnement de notre Ecole et au développement de l'ensemble de ses missions. Si le Conseil de gestion m'accorde à nouveau sa confiance, l'ensemble de l'équipe de gouvernance actuelle sera à nouveau à mes côtés et sera complétée par Madame le Professeur Farah Safi, qui sera en charge des Relations internationales.